

Une réforme constitutionnelle pour éviter une rupture avec la Catalogne

► Le scrutin régional en Catalogne s'est déroulé comme un plébiscite pour ou contre l'indépendance.
► Le monde économique et les fédéralistes de gauche appellent au dialogue.

BARCELONE

De notre envoyée spéciale

Le scrutin régional en Catalogne s'est déroulé hier comme un plébiscite pour ou contre l'indépendance de la plus importante région économique du pays. Quel que soit le résultat, de nombreux Catalans – et Espagnols – jugeaient ces jours derniers que le royaume d'Espagne ne pourra pas échapper à un débat sur une réforme de la Constitution, fruit d'un compromis entre post-franquistes et communistes en 1978.

« C'était un autre monde, estime Gabriel Colomé, professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone (UAB). Aujourd'hui, le pays a besoin d'une réforme pour s'adapter au XXI^e siècle. Nous avons besoin de dialogue entre Madrid et les communautés autonomes, particulièrement avec la Catalogne. »

« La situation en Catalogne reflète les problèmes dont souffre l'Espagne. Il manque un projet d'un pays où tout le monde accepte de manière naturelle la diversité », explique Carlos Carrizosa, numéro deux pour Barcelone sur la liste du parti Ciutadans (né en Catalogne il y a dix ans, contre l'indépendance, NDLR).

Ce diagnostic est partagé par Jordi Alberich, du Cercle d'économie de Barcelone. Opposée à toute déclaration unilatérale d'indépendance, cette institution qui représente les grandes entreprises catalanes a publié pour la première

fois un communiqué en pleine campagne électorale pour appeler de ses vœux une négociation sur l'avenir du pays. « Madrid doit accepter que l'Espagne soit un état plurinationnel », souligne Jordi Alberich. Qui propose, dans le même temps, que les institutions de l'État soient installées dans les régions, à l'image de l'Allemagne. « Cela permettrait que leurs habitants se sentent aussi espagnols », souligne-t-il.

Car Madrid est en grande partie responsable de la progression des idées indépendantistes en Catalogne. « Pour s'assurer le soutien des partis nationalistes, les différents gouvernements espagnols leur ont laissé la bride sur le cou. Résultat, la présence de l'État était très faible, on le paie aujourd'hui », souligne Carlos Carrizosa.

En tout état de cause, tous les analystes assurent qu'aucune négociation ne sera engagée d'ici aux élections générales espagnoles qui se tiendront au mois de décembre. Pour de nombreux observateurs, une solution serait d'aller vers une Espagne fédérale – ce qui pourrait être largement soutenu par les Catalans. « Environ 50 % des Catalans seraient en faveur de cette solution. De 25 % à 28 % sont des indépendantistes convaincus et 15 % à 20 % veulent le statu quo », résume Joan Botella, professeur de sciences politiques à l'UAB et vice-président de l'association des fédéralistes de gauche.

« Si une réforme constitutionnelle est proposée, il faudrait qu'elle soit négociée par tous les partis et spécifiquement votée en Catalogne, estime Joan Botella. Sinon l'effort de Madrid ne sera pas perçu comme suffisant par les indépendantistes catalans. »



Les entreprises veulent être entendues sur le climat

► Les grands groupes multiplient les annonces, mais il est souvent difficile de démêler ce qui relève ou non du marketing.

C'est un peu un sommet dans le sommet. En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, plusieurs grands patrons ont fait le déplacement ce week-end à New York pour réaffirmer l'engagement des entreprises dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Plusieurs multinationales américaines viennent de s'engager à n'utiliser à terme que des énergies renouvelables. Aucun calendrier n'a toutefois été présenté.

En mai, une première réunion s'était déjà tenue à Paris dans le cadre du « Business & Climate Summit ». Elle se poursuit maintenant dans le cadre du « Business

comme des partenaires incontournables.

De fait, les grands groupes multiplient les annonces, au point qu'il est souvent difficile de démêler ce qui relève ou non du marketing. Plusieurs multinationales américaines, comme Walmart, Starbucks, Nike ou encore Procter & Gamble, viennent par exemple, de s'engager à n'utiliser à terme que des énergies renouvelables. Aucun calendrier n'a toutefois été présenté.

En Europe, dix grandes marques italiennes de mode, comme Gucci, Armani, Prada, Versace, ont décidé, de leur côté, de limiter les substances chimiques contenues dans les vêtements.

Au sein du monde de la finance, les lignes bougent également. Selon l'étude du cabinet américain Arabella, 436 institutions et 2 040 riches investisseurs, représentant au total 2 600 milliards de dollars d'actifs (un peu plus de 2 300 milliards d'euros) ont annoncé leur intention de se retirer des énergies fossiles, et en particulier du charbon.

L'initiative avait été lancée, il y a un an, par la puissante Fondation